Le **GREAT** Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 020

" Réfléchir à changer "

Août 2012

Seul l'argent est rare

Editorial

Pour prospérer, il faut avoir plus de revenu qu'on ne dépense. Sauf que le riche gagne ce qu'il dépense et le pauvre dépense ce qu'il gagne. L'un dépense sans compter et l'autre l'inverse. L'un et l'autre ne se

rendent compte que l'argent se fait rare que si le premier ne peut plus dépenser pour de nouvelles opportunités qui s'offrent à lui et le second quand il faillit à ses obligations sociales, personnelles ou collectives

De tous les manques (nourriture, eau potable, médicaments ou soins de santé, combustible pour la cuisson, argent) dont ils peuvent souffrir, celui de l'argent est de loin le plus fréquemment vécu par les maliens, le mieux partagé aussi. Un malien sur trois manque toujours d'argent et deux sur cinq, plusieurs fois dans l'année.

Massa Coulibaly

Introduction

L'enquête Afrobaromètre de décembre 2008 a demandé à un échantillon représentatif de maliens âgés de 18 ans et plus comment ils percevaient la situation économique du pays ainsi que leurs propres conditions de vie. Ces perceptions s'étendaient à l'exercice ou non d'un travail salarié, la satisfaction ou non d'un certain nombre de besoins de base tels que l'alimentation, l'eau potable, la santé et l'énergie. Enfin, la fréquence du manque d'argent dans le ménage était également traquée à travers cette enquête.

1. Situation économique du pays

Les Maliens étaient invariablement 23% à penser que la situation du pays n'avait guère changé entre 2007 et 2008, cela quel que soit le milieu de résidence ou le sexe du répondant. Ils étaient 39% à penser qu'elle s'était améliorée contre 30% qui pensaient le contraire.

2. Conditions de vie des ménages

Pour près d'un malien sur trois (28%) les conditions d'existence de leurs ménages n'avaient guère changé entre 2007 et 2008, à raison de 37% en milieu urbain et 24% en milieu rural.

Dans l'ensemble, la majorité des maliens estiment vivre les mêmes conditions d'existence que leurs compatriotes (57%), et seulement 9% reconnaissent jouir de meilleures conditions de vie que leurs semblables, personne ne s'estimant nettement mieux vivre que les autres.

Le fait que l'écrasante majorité des maliens trouvent leurs conditions de vie identiques à celles des autres traduit soit un certain esprit de solidarité avec les autres soit une certaine absence de conscience sociale de classe au sens de la théorie de la privation relative qui veut que les membres d'un percentile inférieur ressentent que ceux du percentile nettement supérieur vivent de bien meilleures conditions de vie qu'eux. A cet effet, les pauvres devraient percevoir les conditions de vie des riches bien meilleures à les leurs et ces derniers percevoir les conditions des pauvres bien pires que les leurs. Sinon, il faut croire qu'il y a plutôt une conscience de la généralisation de la pauvreté ou un nivellement moyen des conditions de vie des ménages au Mali. Toutefois, il semble que les ruraux et les femmes ont une plus nette conscience de leurs privations que les urbains respectivement les hommes.

3. Faible salariat et fort chômage

Sur la question de l'emploi, les enquêtes Afrobaromètre révèlent que seulement 17% des maliens exercent un travail salarié, à raison de 10% pour les femmes, contre 23% pour les hommes et 13% pour les ruraux contre 26% pour les urbains. Ainsi, la faible urbanisation du pays expliquerait cet état de fait. Pour ce qui est de l'emploi salarié plein temps, il ne concernerait que 7% des maliens, soit 3% des femmes contre 9% des hommes et 4% en milieu rural contre 12% en milieu urbain.

Parmi les personnes sans emploi salarié, 58% n'en voudraient pas ou pensent ne jamais pouvoir en obtenir faute de qualification. Ce sont 65% des femmes et 66% des ruraux contre 52% des hommes et 38% seulement des urbains. Ces personnes constituent certainement le lot des exploitants agricoles familiaux, des artisans et autres commerçants informels. De l'autre côté, les salariés sont partagés entre la recherche d'un autre emploi et la conservation de l'emploi occupé surtout lorsque cet emploi est à plein temps. Au total, les salariés demandeurs d'emploi ne seraient que 10% et les non salariés 25%. Ainsi, en l'absence de l'auto emploi, le taux de chômage serait dramatiquement élevé au Mali, environ 35%. Par rapport à l'emploi salarié, le taux de chômage avoisinerait les 25%, les 10% étant assimilables au sous-emploi puisque concernant des salariés à la recherche d'un autre emploi.

Analysé par classes d'âge, le taux de chômage serait plus élevé chez les plus jeunes. Ainsi, 43% des jeunes de 18-24 ans non salariés sont demandeurs d'emploi contre 10% chez les 55-64 ans. Par contre, lorsqu'ils sont salariés, les jeunes souffrent moins du sous-emploi que leurs aînés, 6% dans la tranche d'âge 18-24 ans contre 15% chez les 35-44 ans.

4. Manque d'argent pour tous

Au cours de l'année, 48% des ménages manquent au moins une fois de nourriture contre 37% d'eau potable et autant de combustible pour la cuisson des repas, mais 59% de médicaments ou de soins de santé. S'agissant de l'argent, ce sont plutôt 9 ménages sur 10 qui en ont manqué au moins une fois dans l'année. De façon invariante, 2 maliens sur 5 manquent d'argent plusieurs fois par an, indépendamment du sexe ou du lieu de résidence.

Le manque d'argent est le plus ressenti à Koulikoro, une des régions les plus pauvres du Mali, suivie des régions de Sikasso et de Ségou. Les régions de Kidal et de Kayes en sont les moins touchées, sans doute à cause des afflux d'argent des projets et programmes de développement de Kidal et de l'apport des émigrés à Kayes, région de tradition migratoire hors des frontières du pays.

Conclusions

De tous les manques, seul celui de l'argent est le plus répandu. Un malien sur trois en a toujours manqué en 2008 contre seulement 2% pour l'eau potable ou encore 1% pour la nourriture. Les manques les moins ressentis sont ceux de l'eau potable et des combustibles pour la cuisson. Il faut souligner que 48% des maliens manquent souvent ou toujours de nourriture, taux qui correspond à peu près à l'incidence calculée de la pauvreté alimentaire en milieu rural selon les données ELIM de 2006. Cette incidence était estimée à 50.8% en 2008 consécutive à la crise alimentaire¹. Le manque de nourriture est ressenti par 53% des ruraux contre 39% des urbains pour qui l'incidence alimentaire était estimée à 32.8% en 2008.

¹ Voir UNICEF (2009): L'impact de la hausse des prix des produits alimentaires sur la pauvreté des enfants et les réponses politiques au Mali